

NOËL

MAGIS

Directeur du Screen Brussels Fund

Le fonds bruxellois est devenu un acteur indispensable, mais son budget encore insuffisant pénalise ses engagements qui pourraient être plus importants. Son refinancement semble d'autant plus indispensable que le secteur audiovisuel belge se prépare à une restructuration majeure. ■ PATRICE CARRÉ

► **Le fonds a été créé en 2016. Quel premier enseignement tirer de ces cinq premières années ?**

Depuis la première session, 16,5 M€ ont été investis, ce qui a généré 152 M€ de dépenses audiovisuelles directes. Et je ne compte pas tout ce qui est horeca, services divers et prestations financières. C'est un mécanisme qui prouve chaque année son efficacité non seulement au niveau bruxellois, mais aussi européen et international. Notre seul problème est lié au financement. Avec un budget annuel d'investissement dans les productions de 3 143 000 €, nous sommes malheureusement incapables de couvrir plus de 40 ou 45% des demandes de financement qui nous sont soumises. Je dirais que 80% des dossiers que nous recevons sont d'excellente tenue en termes de production et d'estimation des dépenses. Je ne parle pas de la qualité artistique des scénarios car ce n'est pas notre rôle. Si nous en avions les moyens, nous pourrions soutenir sans aucun problème ces 80%. Nous établissons des grilles d'évaluation chiffrées avec des points qui laissent peu de place à la subjectivité dans nos analyses. Et une fois que nous avons attribué l'enveloppe de la session en cours, soit 1 M€, le constat est clair. Il reste des projets qui mériteraient d'être soutenus car ils dépassent largement les 60% de points positifs. Pour notre dernière session, nous avons par exemple reçu 26 demandes d'investissement qui représentent un total de 2 M€ environ. Mais nous ne pourrions investir que 1 M€. Lors d'entretiens préalables avec les productions, nous avons déjà conseillé à huit autres projets de se diriger vers la session de septembre, celle de juin étant extrême-

ment encombrée. Il nous faudrait globalement 5 M€ par an, soit 2 M€ en plus.

“ LA SÉRIE ‘PARLEMENT’ PROUVE QUE L’ON PEUT PRODUIRE DU CONTENU EUROPÉEN QUI NE SOIT PAS RÉBARBATIF. ”

ment encombrée. Il nous faudrait globalement 5 M€ par an, soit 2 M€ en plus.

► **Un discours que les politiques sont susceptibles d'entendre sachant que, suite à la crise, l'ensemble des finances publiques européennes est sous extrême tension ?**

Le contexte est difficile, mais j'espère qu'à Bruxelles, ce discours pourra être entendu. Nous allons présenter notre rapport d'activité au conseil d'administration de Screen Brussels Fund en juin et, une nouvelle fois, les chiffres sont excellents. Nous sommes capables de prouver, au centime près, aux pouvoirs publics que chaque euro investi rapporte effectivement 9 € en Région Bruxelles-Capitale. Il faut avoir à l'esprit que, pour des raisons institutionnelles, la Région est notoirement sous-financée par rapport à ses besoins. Nous avons pris l'habitude de faire un maximum avec beaucoup moins que la Flandre ou la Wallonie. Le budget général de Bruxelles-Capitale est à peu près de 5 Md€. Donc demander 2 M€ supplémentaires peut sembler marginal. D'autant que l'ensemble des dépenses générées sur notre territoire est effectif aussi grâce au tax shelter et aux autres

guichets de financement mis en place dans le pays. Ce que nous avons organisé, c'est un outil de territorialisation et de drainage vers l'économie bruxelloise, également alimenté par les autres niveaux de pouvoir en Belgique mais aussi en Europe, ainsi que par des partenaires privés. C'est un mécanisme particulièrement sain. J'en appelle donc aujourd'hui aux associations professionnelles pour démontrer qu'un refinancement est indispensable. D'autant que le bilan fait aussi état de 120 entreprises s'étant créées ou relocalisées en région Bruxelles-Capitale depuis 2016.

► **Avec 2 M€ supplémentaires, vous soutiendriez davantage de projets d'une typologie précise ?**

Nous pourrions investir des montants plus importants dans des projets majoritaires belges tant francophones que flamands. Le besoin est réel car il y a un accroissement sensible de la production de contenus. Or les budgets du CCA et du VAF, hors fonds d'urgence Covid, ne vont probablement pas aller en augmentant. Par ailleurs, l'idée serait de jouer un rôle plus déterminant dans la réelle territorialisation en Belgique de productions internationales.

► **En termes de nationalité des projets, la France reste le partenaire majeur ?**

La France mais aussi le Luxembourg, les Pays-Bas et l'Allemagne. La montée en puissance des coproductions avec l'Allemagne, que ce soit en termes de fiction, mais aussi d'animation, est un fait important. Le pays prend vraiment la place qui doit être la sienne dans l'écosystème des coproductions en Belgique

et singulièrement à Bruxelles. Nous sommes par ailleurs partenaires d'un projet européen Interreg qui s'appelle CinEuro, monté en collaboration avec la Région Grand-Est en France, le Grand-Duché du Luxembourg, la Wallonie, Bruxelles et la Sarre. Nous travaillons ensemble sur une offre transfrontalière. Ce qui m'intéresse dans ce programme, c'est la triangulaire Strasbourg-Bruxelles-Luxembourg. Je pense que nous avons une offre à structurer par rapport aux auteurs, aux réalisateurs et aux producteurs pour les encourager à monter plus de projets avec des thématiques ou des sujets européens. L'exemple de la série *Parlement*, que nous avons soutenue, prouve que l'on peut produire du contenu européen qui ne soit pas rébarbatif, bien au contraire. Il y a vraiment une carte à jouer.

► **Avez-vous constaté une montée en puissance de la série ?**

Dans les statistiques, le long métrage représente à peu près 40%, les séries 20% et le documentaire 20%. Suivent après animation et digital. Toutes les séries ne vont pas nécessairement solliciter un financement chez nous, en revanche nombreuses sont celles qui viennent tourner à Bruxelles. Et heureusement qu'elles sont là. La problématique du financement des longs métrages va se poser dans les mois et les années qui viennent, puisque vendeurs, distributeurs et exploitants n'ont pas eu de rentrées pendant les confinements. Et leurs rentrées vont sans doute être limitées pendant quelque temps. En Belgique à présent, la plupart des producteurs travaillent aussi sur de la série, y compris ceux qui étaient le moins enclins à le faire il y a deux ou trois ans. Cela équilibre le volume de projets et c'est indispensable dans un petit pays aussi exposé au marché

“

**IL NOUS
FAUDRAIT
5 M€ PAR AN,
SOIT 2 M€
EN PLUS.”**

international que le nôtre. Outre cette montée en puissance de la série, un phénomène intéressant apparaît notamment en Belgique francophone. Ce sont les longs métrages financés de manière très maîtrisée. Le CCA a lancé plusieurs appels à production légère, dotés de 100 000 € par projet. Un certain nombre d'entre eux est venu ensuite solliciter 40 000 à 50 000 € chez nous. C'est intéressant à plus d'un titre. D'une part, cela permet à des porteurs de projets de ne pas attendre plusieurs années avant de monter leur film. Ensuite, un fonds comme le nôtre peut vraiment faire la différence, car notre apport peut représenter jusqu'à 20% du budget. En comparaison, sur des grosses coproductions internationales, notre intervention reste souvent très modeste, à hauteur de 1 à 2%. C'est encore un peu expérimental mais des œuvres assez intéressantes sont sorties, notamment des comédies.

► **L'animation prend de l'importance...**

Oui, et c'est très intéressant grâce à des effets structurants. Nous avons un ensemble de studios d'animation assez regroupés géographiquement, que j'appelle la Brussels Animation Valley. Il y a bien entendu nWave, mais aussi Squarefish, Enclume Animation, le studio Souza, Walking the Dog, The Fridge, Mac Guff Belgium ou encore Red Frog Belgium. Ils travaillent sur des coproductions internationales avec la France, l'Allemagne, la Norvège et le Canada. Nous sommes intervenus récemment sur *Le tour du monde en 80 jours* produit par Umedia avec Mac Guff Belgium. Le projet d'Ari Folman, *Where Is Anne Frank?* coproduit avec les Pays-Bas, le Luxembourg et Israël est en cours de

finalisation. En cours également *Titina*, une coproduction avec la Norvège; *Elli*, produit par Belga Films en coproduction avec l'Allemagne et la Norvège; *Richard the Stork and the Mystery of the Great Jewel*, par Walking the Dog; *Yuku et la fleur de l'Himalaya*, coproduit par Artémis et Arnaud Demuynck. Et nWave va bientôt nous solliciter sur un nouveau projet. C'est devenu un axe de croissance important.

► **Une restructuration du secteur audiovisuel belge semble se préparer. Quels en sont les enjeux selon vous ?**

Elle est en effet imminente pour plusieurs raisons. La mise en place de la directive

SMA (quel sera le taux de contribution des plateformes ?) et surtout la vente prochaine de RTL Belgique et de Voo Be TV. Qui va les racheter ? TF1 avait été pressenti pour RTL Belgique, mais cela ne semble plus d'actualité en raison de la fusion annoncée avec M6. Pour Voo Be TV, on parle notamment d'Orange ou de Telenet, qui appartient déjà à Liberty Global. Notre intérêt serait que ces rachats soient effectués par un autre opérateur belge, voire un conglomérat francophone ou flamand constitué pour l'occasion. L'enjeu majeur, c'est la capacité de la Belgique à rester un acteur important de la production de contenus au niveau local et européen. Force est de constater que la complexité du mille-feuille

institutionnel belge ne simplifie pas la mise en place d'une stratégie globale. C'est notre talon d'Achille. Or le risque est de voir la Belgique se transformer en simple prestataire de services. Nous avons le tax shelter, trois fonds économiques régionaux, deux fonds culturels communautaires, des talents créatifs, artistiques, techniques et en production. Nous savons travailler avec nos voisins, en premier avec la France. Mais sans stratégie concertée, engagée à la fois entre les différents niveaux de pouvoir politique et de financement de l'audiovisuel, ainsi que les producteurs de contenus, nous risquons de nous retrouver à la merci du marché international et d'y perdre tout rôle actif. ♦



© ALICE RIGOL